

Les Temps Modernes

Directeur : JEAN-PAUL SARTRE

35^e ANNÉE MARS 1980 N° 404

ANTOINE SANGUINETTI. — Corse : un combat
pour les Droits de l'Homme

MIGUEL BENASAYAG. — Argentine :
réflexion sur un combat

CHRISTINE JOUVIN. — La paix en Mauritanie

ABDALLAH BAROUDI. — Le complot « saharien »
contre le peuple marocain et son armée (II)

CLAUDINE VIDAL. — Née avant les Blancs

ROBERT CHENAVIER. — Les pense-menus (suite)

RENEE SAUREL. — L'enterrement vive (IX)

CHRONIQUES

— LE SEXISME ORDINAIRE —

EPHREM BEHRA. — A la recherche du père perdu

CATHERINE VALABREGUE, NELLY GRANGE-CABANE. —
Minauderies pour voyeurs fatigués

de ces territoires sahariens, venus présenter la Beyaa au roi revenu de son exil. Or, il est établi maintenant historiquement que ces chefs de tribus étaient venus d'eux-mêmes, motivés uniquement par le seul fait qu'ils ne faisaient que renouveler et rappeler solennellement une tradition vieille de plusieurs siècles.

Ainsi, tous les développements survenus, depuis 1956 au sujet des territoires marocains du Sud sont dus, en premier lieu, à la complicité et à la collusion effectives, actives et permanentes du palais royal marocain avec l'impérialisme. En effet, après l'accord secret intervenu entre Mohamed V et le gouvernement français, à l'issue des pourparlers de la Celle-Saint-Cloud (début novembre 1955), alors que se déroulait parallèlement « le cirque » d'Aix-les-Bains pour amuser et duper la « galerie » ; le palais royal s'attacha par la suite à affaiblir et réduire à l'impuissance tous ses adversaires sur la scène politique marocaine. D'où notamment la rapidité et la célérité pour démanteler les deux composantes de l'Armée de Libération dans le Rif et dans le Sud. D'où de même, « l'opération Ecouvillon » entreprise de concert par les forces militaires françaises et espagnoles en 1958, ayant permis (avec la complicité et l'accord tacite du palais royal marocain) de transformer le Sahara occidental en province rattachée à l'Espagne, tout en portant un coup sévère aux forces de l'Armée de Libération marocaine du Sud, que le palais royal voulait justement détruire¹.

En second lieu, les développements survenus depuis plus d'une décennie au sujet des territoires marocains dans le Sud, ont mis en évidence l'incapacité politique de la bourgeoisie marocaine, insularisée dans un certain nombre de ghettos urbains, ne poursuivant que ses intérêts stricts et dont les partis ont toujours eu des directions qui ne connaissent du Maroc que les grandes villes et les principaux axes routiers. Nous affirmons ici en parfaite connaissance de cause que les directions passées et actuelles des partis de la bourgeoisie marocaine ignorent complètement les données réelles du « Maroc

1. Cf. sur ce point, Robert Rezette, *le Sahara Occidental et les frontières marocaines*, Nouvelles Editions latines, Paris, 1975, p. 101. Cf. dans le même sens, la revue *l'Actuel*, vol. 1, n° 3, Bruxelles, 1976, où se trouve un important « Dossier Sahara Occidental ».

Abdallah Baroudi

LE COMLOT « SAHARIEN » CONTRE LE PEUPLE MAROCAIN ET SON ARMEE

(Deuxième partie)

1) D'AUTRES FAITS NOUVEAUX DANS LE COMLOT « SAHARIEN »

Pour donner toute sa portée et sa dimension à l'étude que nous avons publiée dans le numéro de mai 1979 des *Temps modernes*, il importe, répondant en cela au profond retentissement qu'elle a eu, et de manière à lever certaines ambiguïtés que d'aucuns semblent y avoir décelées, de faire quelques remarques. Elles donneront une vision globale du complot « saharien », vision éclairée par un ensemble de références et de rappels historiques significatifs et nécessaires.

Il est d'abord à noter que seul le palais royal marocain a sciemment semé le doute dans les esprits, quant à la marocanité séculaire de vastes territoires situés au sud de l'Oued Draa. Personne, en effet (sur les plans national et international) ne contestait naguère le caractère marocain de ces territoires, ayant relevé pendant des siècles de la souveraineté marocaine.

Un fait important parmi tant d'autres illustre parfaitement cette donnée fondamentale. En effet, quand Mohamed V revint au Maroc le 16 novembre 1955, tout le monde (la presse internationale en premier lieu) remarqua sur la grande place devant le palais royal la présence visible et pittoresque (du fait de leurs grands boubous bleus), de tous les représentants des tribus

profond ». Bien plus, elles le méprisent. Aussi, à la glorieuse et héroïque résistance armée des masses paysannes, ayant duré près de vingt-cinq ans, succéda, vers les années trente, un mouvement national dirigé par des politiciens professionnels, dont la plupart étaient (et sont toujours d'ailleurs) des « commerçants », en tant que porte-parole de la bourgeoisie. D'ailleurs, les masses marocaines commencent à s'apercevoir que tous ces professionnels de la politique, dont les agissements et la pratique se soldèrent par des échecs cuisants, des tragédies pour le peuple marocain et par une impasse totale pour le Maroc, réduit progressivement (comme certains pays africains au sud du Sahara) à l'état d'une sous-préfecture, ne cessent depuis des décennies de développer leur jeu et leur agitation stériles, négatifs et destructeurs, parallèlement à une activité fort lucrative. La « politique » érigée en tant que commerce, en tant que meilleur commerce — puisque le plus rentable à brefs délais — telle est la devise très terre à terre et bien banale de la bourgeoisie marocaine, d'une façon particulière et de la bourgeoisie arabe, d'une façon générale. Cet aspect fondamental n'est, en effet, qu'une des caractéristiques essentielles des formations sociales arabes en situation de transition vers le capitalisme, mais un capitalisme « sauvage », improductif et strictement spéculatif, ayant pour corollaires, d'une part, la ruine du patrioisme rural, et, d'autre part, le renforcement des liens avec les espaces économique et politique du capitalisme international. Aussi, les bourgeoisies arabes et marocaines, « inversées » et insularisées dans les principaux centres urbains ne peuvent-elles concrétiser leurs intérêts que dans la dominance et la dépendance à l'égard des centres de puissance impérialistes.

D'ailleurs, cette communauté d'intérêts se concrétisa également dans l'assassinat d'Abbas, le dirigeant prestigieux de l'A.L.N.-Nord qui dirigeait la résistance armée, entre 1954 et 1956 dans le Rif². En effet, d'une part, il rejeta le « cirque » des négociations d'Aix-les-Bains, en tant que prélude à une indépendance octroyée, au seul profit de la bourgeoisie, du

2. Cf. notre ouvrage, *Le Maroc à la recherche d'une révolution*, publié sous le pseudonyme de Kamel-Eddine Mourad, Editions Sindbad, collection Idées interdites, Paris, 1972, pp. 54-55.

palais royal et de l'impérialisme. Il comprit, d'autre part, que les manœuvres coloniales devant aboutir au retour du roi Mohamed Ben Youssef de son exil, étaient essentiellement destinées à donner un coup d'arrêt au développement fulgurant de la résistance populaire armée. Aussi, refusa-t-il d'arrêter les opérations militaires contre l'occupant comme le lui proposait la direction du Parti de l'Istiqlal qui, en tant que porte-parole de la bourgeoisie marocaine, craignait d'être débordé par la dynamique de la guerre populaire, à assise essentiellement paysanne et ouvrière. C'est pour cela que le Parti de l'Istiqlal devint l'une des courroies de transmission des manœuvres et des complots, dans la phase ultime précédant le retour du roi Mohamed Ben Youssef. Ce rôle se concrétisa progressivement après les émeutes de Marrakech (21 juillet 1955), de Meknès (25 juillet 1955)³, de Khénifra (19 août 1955)⁴, de Tadla et d'Oued-Zem (20 août 1955)⁵, de Khouribga (21 août 1955)⁶. Les émeutes dans ces quatre dernières villes aboutirent pratiquement à l'insurrection de la tribu des Zains, dans le Moyen-Atlas. C'est donc pour cela que le Parti de l'Istiqlal se prêta avec bonnes grâces au « cirque » des négociations d'Aix-les-Bains, en tant que vaste mise en scène pour une indépendance octroyée.

La réponse de l'A.L.N.-Nord, dirigée par 'Abbas fut prompte et fulgurante : attaque simultanée, le 2 octobre 1955, non seulement des localités de Bourred, de Bou-Zineb et de Tizi-Ouzli dans le Rif, mais aussi et surtout de Birkin et d'Imouzer des Marmouchas, deux petites villes dans l'extrême-Nord du Moyen-Atlas. L'attaque de ces deux dernières localités eut un impact considérable sur les plans militaire et politique, d'autant plus qu'Imouzer des Marmouchas était chef-lieu de circonscription.

3. Cf. François Broche, *Casablanca 11 juin 1955 : assassinat de Lemaigre Dubreuil*, Editions Balland, collection, Crimes politiques, Paris, 1977, p. 206 et 215.

4. Sur cette insurrection, cf., Georges Spillmann, : *Du protectorat à l'indépendance : Maroc (1912-1955)*, Editions Plon, Paris, 1967, pp. 216-217.

5. François Broche : *Casablanca, 11 juin 1955 : assassinat de Lemaigre Dubreuil*, op. cit., p. 215.

6. Sur les émeutes de Khouriga, cf., Pierre Joly : *Une République pour un roi*, Editions Fayard, collection, « les Grandes Etudes contemporaines », Paris, 1974, p. 176.

Aussi, la manœuvre stratégique de 'Abbas et de ses hommes apparaissait-elle clairement, consistant à porter la guerre populaire au Moyen-Atlas en « enjambant » le Seuil de Taza, à partir de la zone rifaine, et de faire jonction avec les Zaïns qui avaient pris les armes, vers la mi-août 1955.

Après l'attaque de Birkiné et d'Imouzer des Marmouchas, ayant permis aux maquisards de s'emparer d'une grande quantité d'armes, tous les postes militaires implantés alors dans l'Atlas Central étaient dès lors à la merci des hommes de 'Abbas. Il est à noter qu'Abd El-Krim avait, vingt-cinq ans plus tôt, visé la même manœuvre en vue de faire jonction avec les Zaïns, dont la soumission restait alors encore très précaire (1921-1923) ⁷.

Pour toutes ces raisons le Parti de l'Istiqlal voyait en l'A.L.N.-Nord un concurrent d'autant plus dangereux, qu'Abbas était en contact avec le prestigieux exilé du Caire, Abd El-Krim. Les calculs du parti d'Allal Al-Fassi devaient d'ailleurs tourner court, dans la mesure où le roi Mohamed Ben Youssef ramené de Madagascar, passa un accord secret avec le gouvernement français, au terme des négociations de la Celle-Saint-Cloud, au début novembre 1955.

Ainsi, craignant (au même titre que les autorités coloniales et le palais royal) le développement de la guerre populaire, et ayant opté pour l'indépendance octroyée, la Commission exécutive du Parti de l'Istiqlal décida à l'unanimité des membres présents ⁸ d'assassiner 'Abbas dans un guet-apens. Aussi, tous les membres de la Commission exécutive du Parti de l'Istiqlal de 1954-1959, sont directement responsables de l'impasse actuelle du pays, et tout particulièrement en ce qui concerne ses territoires dans le Sud. Bien plus, ses membres encore vivants et appartenant actuellement soit à la direction de l'actuel Parti de l'Istiqlal, soit à celle de l'U.S.F.P. ou à d'autres formations politiques, continuent sans désenparer dans leurs méfaits néfastes (et lucratifs) pour le pays.

Le complot « saharien » procède donc, d'une part de l'inca-

7. Sur cette soumission des Zaïns, cf., le volume consacré au Maroc par l'Encyclopédie coloniale et maritime, Editions de l'Empire français, Paris, 1948, pp. 81-82.

8. Les deux membres absents sont : Allal Al-Fassi, alors au Caire et un autre en traitement à Madrid.

pacité de la bourgeoisie marocaine de jouer son rôle historique, et qui est hantée par ses obsessions et ses « phobies » non fondées, du fait que ses formations politiques ignorent tout du « Maroc profond ». De même, il procède, d'autre part, du fait que la « monarchie alaouite... n'a jamais eu qu'une préoccupation : son pouvoir, qu'un moyen : la collaboration avec l'impérialisme » ⁹. En effet, depuis plus d'un siècle la monarchie marocaine n'a fait que vendre le pays à l'étranger. Elle est le vecteur et le fourrier permanents et pernicieux de la trahison, et toute la pratique et les préoccupations quotidiennes du palais royal s'articulent sur le *comment duper le peuple marocain, comment le tromper*, comment le voler et le faire voler. La bourgeoisie marocaine, la famille royale et leurs suppôts marocains et étrangers ont tiré de cette pratique des profits fabuleux. Les énormes dividendes en sont placés à l'extérieur dans les banques étrangères. Quant au complot « saharien » dont nous avons démonté le mécanisme dans la première partie de cette étude, les développements militaires survenus depuis juin 1979 à Tan-Tan, à Zag, à Lébouirate, à Bir-Anzaran, à Smara, etc., ont fini par en mettre l'ampleur en évidence. Les déclarations des soldats marocains rescapés des attaques massives contre ces différents postes et localités, les propos des officiers et hommes de troupes marocains faits prisonniers et reproduits par les presses parlées et écrites algériennes et internationales, sont d'ailleurs venues étayer d'une façon fulgurante notre analyse, basée sur des renseignements précis émanant des milieux dirigeants marocains eux-mêmes. D'ailleurs, l'attaque et l'investissement de Tan-Tan, le 28 janvier 1979, ont été prévus deux semaines avant qu'ils n'interviennent effectivement. En effet,

9. Interview accordée par Omar Ben Jelloun au quotidien français *Libération*, et publiée le 10 mars 1976.

Il faut rappeler ici qu'Omar Ben Jelloun a été assassiné (en décembre 1976) pour avoir affirmé, au cours d'une réunion du bureau politique de son parti (l'USFP), qu'il était certes « disposé à lutter pour la marocanité du Sahara Occidental, mais non pour contribuer au sauvetage du régime qui, pendant quinze ans décima les rangs du mouvement national par une répression implacable ».

Ainsi, Omar Ben Jelloun, qui avait connu toutes les formes de supplices, subies avec courage et avec vaillance dans les « usines » à torture du régime marocain, avait parfaitement conscience que la machine saharienne, est bel et bien un complot. Mais comment et par qui les propos de Omar Ben Jelloun furent-ils rapportés au palais royal ?

L'état-major de la garnison avait averti dans un rapport écrit, le commandant en chef des forces marocaines à Laayoune et le cabinet militaire du roi, qu'une attaque de grande envergure allait avoir lieu contre la localité. Aussi, avait-il demandé l'envoi de renforts et de matériel pour faire face au danger imminent qui guettait la ville. Cet avertissement et cette demande ne reçurent jamais de réponse, et lorsque l'attaque eut lieu comme les défenseurs de Tan-Tan l'avaient prévue, toutes les petites casernes situées à l'entour, au lieu de se porter au secours de la ville agressée, reçurent l'ordre de se replier vers les localités situées plus au nord : Goulimine, Bou Izakarn et Ifni, laissant ainsi, livrés à eux-mêmes et aux agresseurs, Tan-Tan et ses défenseurs !

Bien plus, il suffit de rapporter ici encore un fait d'une importance capitale, pour montrer la volonté délibérée du palais royal de détruire l'armée marocaine et toute une génération de fils de la paysannerie dans le « tombeau saharien » : un des anciens commandants en chef des forces marocaines au Sahara occidental, exaspéré de voir ses soldats et ses officiers massacrés comme des agneaux, décida de concert avec ses collaborateurs d'adopter une tactique afin de comprendre pourquoi le roi Hassan II en tant que son propre chef d'état-major (*Paris-Match* n° 1435) ne laisse aucune latitude de manœuvres aux forces stationnées dans le Sud. Il mit en place un dispositif très mobile lui permettant d'avoir des renseignements précis sur les mouvements des agresseurs, à partir de la région de Tindouf notamment, sur leurs grandes unités formées en vue de l'attaque des garnisons marocaines, sur la tactique de leur dispersion en petits groupes, sur leur nombre et leur matériel et donc sur leur puissance de feu, etc. Grâce à cette tactique dans la collecte des renseignements, il obtint rapidement des résultats très concluants. Il réussit à faire repérer à temps un grand nombre de fois des colonnes entières, formées à une date et dans un lieu précis, à partir de petits groupes venus de plusieurs directions, en vue de l'attaque des objectifs militaires marocains choisis au préalable par l'état-major de l'A.N.P. Et chaque fois, pour prévoir et enrayer les attaques de ces grandes unités, fortes de plusieurs centaines de véhicules, il demandait par radio au roi Hassan II lui-même l'autorisation de les attaquer et de stopper leur avance, afin d'épargner chaque fois la

vie de dizaines, sinon de centaines d'éléments des forces marocaines. Or, malgré les renseignements précis sur ces colonnes portés à la connaissance du souverain et le danger certain et imminent qu'elles représentaient pour les objectifs militaires marocains, l'officier supérieur en question se voyait, d'une façon invariable refuser cette autorisation. La même réponse du monarque tombait chaque fois comme un couperet : « Vous ne devez riposter que si ces colonnes vous attaquent ! » Cela veut dire en clair : « Laissez-vous vous faire massacrer ! » D'ailleurs, le roi Hassan II, craignant que ses véritables objectifs et son complot ne soient éventés, a fini par relever cet officier supérieur de son commandement des forces marocaines au Sahara occidental.

Un autre aspect important du complot « saharien » se rapporte au fait que l'armée marocaine ne dispose plus, en réalité d'un état-major général. En effet, dès lors que le roi s'est auto-désigné son propre « chef d'état-major », aux lendemains du deuxième coup d'Etat manqué d'août 1972, l'état-major général fut démantelé et remplacé par un conglomérat de « fonctionnaires militaires » ne s'occupant que d'intendance. Et c'est le cabinet militaire du roi qui a la charge de gérer et de mener à bien les différentes phases du complot « saharien ». Ainsi, depuis 1972 le siège de l'état-major général se trouve en réalité au cabinet militaire du roi. Il est lui-même « chef d'état-major » ; et c'est un collectif de trois colonels (avec leurs subordonnés) qui s'occupe des « affaires courantes », dans le cadre des directives de Hassan II lui-même. Les membres de ce collectif n'ont été choisis ni pour leur intelligence, ni pour leur compétence militaire, mais uniquement pour leur fidélité absolue à l'égard de la monarchie. Aussi, ne sont-ils que des instruments serviles du palais royal dans l'exécution de la « machination saharienne », contre l'armée et les masses marocaines.

De même, le soi-disant appui aérien que les troupes marocaines reçoivent lors des attaques massives de l'ANP contre elles, arrive sciemment et d'une façon délibérée toujours trop tard. Ce fut le cas lors des attaques contre Amgala, Tan-Tan, Bir-Anzaran, Lébouirate, etc. Il est d'ailleurs à noter que la décision de faire intervenir l'aviation, n'est pas du ressort ni du commandant en chef des forces marocaines au Sahara Occi-

dental, ni de celui du chef des forces aériennes (le colonel Kabbaj) ; mais relève d'un civil, membre de la famille royale, et ayant un grade de général à titre purement honorifique ! Bien plus, les bases marocaines attaquées sont souvent laissées à elles-mêmes, puisque les communications-radio sont délibérément coupées par les responsables des bases logistiques de Laayoune et d'Agadir, conformément aux intructions venant d'en haut. Cela a été confirmé à plusieurs reprises par des officiers et des sous-officiers marocains faits prisonniers, et dont les propos dans ce sens ont été rapportés par les presses algérienne et internationale. Ce fait est maintenant largement connu au Maroc dans tous les milieux. Quant à l'aviation, elle intervient en général pour alourdir le bilan des pertes marocaines. Ainsi à Bir-Anzaran, par exemple, toutes les victimes, au nombre de quatre cent cinquante furent le fait de l'aviation marocaine, intervenue vingt-quatre heures seulement après l'occupation de cette base ! Parmi ceux-ci grillés par « le napalm royal », on en compte trois cent cinquante constituant l'ensemble des effectifs venus de la caserne de Taouima, près de Nador dans le Rif. Cela n'a pas empêché les moyens de propagande du régime marocain et les organes de presse des partis de la bourgeoisie de crier victoire ! Mais la réalité est autrement sinistre. Bien sinistre, en effet quand on sait que le palais royal ne tient pas à voir le nombre des prisonniers militaires marocains (actuellement de plusieurs centaines aux mains de l'ANP) augmenter outre mesure, de peur qu'Alger ne finisse par les utiliser comme arme politico-militaire de pression contre le régime marocain afin de le contraindre à « négocier ». Aussi, l'un des objectifs de l'entrée en action de l'aviation marocaine contre les colonnes des agresseurs, se repliant et amenant parfois des dizaines de prisonniers militaires marocains, est-il de décimer le plus grand nombre possible de ces prisonniers ! Ainsi, comme naguère le général Westmorland, commandant en chef du corps expéditionnaire américain au Viêt Nam, affirmait cyniquement qu'il « n'y a de bons Vietnams que morts » ; le palais royal marocain considère de même qu'il « n'y a de bons militaires marocains que morts », et cela grâce à la « coopération » d'Alger ou au « napalm royal » de l'aviation marocaine !

Bien sinistre aussi le fait de l'attaque et de l'occupation de la garnison de Lebourate investie par les forces algériennes le

24 août 1979, c'est-à-dire le jour même de l'Aïd Seghir¹⁰. En effet, dans la nuit du 23 au 24 août 1979 toutes les garnisons marocaines dans le Sud avaient reçu, vers 2 heures du matin un message émanant du cabinet militaire du roi, donnant comme instructions d'accorder « quartier libre » aux troupes à l'occasion de cette fête. Or, sitôt ce message reçu, toutes les garnisons situées près de villes et de localités de quelque importance furent désertées par la plupart de leurs officiers, appliquant ainsi à la lettre les instructions parvenues dans la nuit. Comme un grand nombre d'entre eux sont cantonnés au Sahara depuis 1974, un jour de détente est le bienvenu, mais ils ne soupçonnaient pas que toute « générosité royale » est à leur égard nécessairement empoisonnée. Aussi, quand les agresseurs, au nombre de quatre à cinq mille se « présentèrent » aux portes de Lebourate à l'aube du 24 août 1979, la garnison qui y est implantée était pratiquement dépourvue de ses officiers, partis à Tan-Tan et Goulmine, les deux localités les plus proches.

La « générosité royale » coûta ainsi la vie à sept cent quatre-vingt-douze militaires marocains. Il y eut de même près de cent officiers et hommes de troupe capturés et emmenés en captivité en Algérie, et la perte de quantités appréciables de matériel américain flambant neuf qui venait d'être réceptionné. Et pendant que les fils des grands guerriers du Rif et de l'Atlas, se faisaient massacrer, en raison de l'énorme disparité des forces (5 contre 1), S.M. le roi et « chef d'état-major général » des armées assistait ostensiblement à la fantasia, organisée certes à l'occasion de l'Aïd Seghir, mais aussi pour fêter le succès du prince héritier à un examen d'anglais !

Un autre aspect du complot « saharien » réside dans la mise sur pied, fin mars 1979 d'un « Conseil national de Sécurité » ne comprenant aucun militaire et où les partis politiques de la bourgeoisie ont chacun deux délégués. Or, on sait que ces partis sont entièrement partie prenante dans le complot « saharien ». Que vaut donc un « Conseil de Défense » constitué de personnes ignorant et méprisant le « Maroc profond », présidé

10. Se reporter au journal *le Monde* du 28 août 1979 qui a donné un compte rendu de l'attaque contre Lebourate.

par quelqu'un dont la pratique et les motivations quotidiennes visent depuis des années à détruire ceux-là mêmes à qui échoit la mission de la défense du territoire national ?

Il est un autre aspect du complot « saharien » et qui entre dans le cadre de la guerre psychologique insidieuse contre l'armée marocaine ; il s'agit de la miner de l'intérieur.

Les revers graves que le palais royal « s'arrange » de lui faire subir par ANP, Sahraouis et Alger interposés lui imposent un processus de démoralisation. De là certains comportements constatés ces dernières années au sein de quelques unités marocaines, stationnées au Sahara Occidental, comportements contraires aux hautes traditions militaires de courage et de vaillance du peuple marocain : abandon de son poste de combat, abandon de son arme, blessure volontaire dans l'espoir d'une évacuation vers le nord du pays, etc. Le corollaire de l'humiliation et de la démoralisation, c'est le discrédit qui vise surtout les officiers. Et c'est pour cela que toutes les dispositions organisationnelles d'ordre militaire prises par le palais royal depuis 1972, ont pour but de diviser et d'opposer les hommes de troupe et les officiers. L'incident survenu à la caserne de Ksar Souk pendant le premier trimestre de l'année 1979, illustre parfaitement cette politique de division au sein de l'armée marocaine, et qui n'est d'ailleurs qu'un répondeant à la politique de division menée depuis 1956 parmi les différentes composantes du peuple marocain. En effet, pour une histoire de nourriture, des hommes de troupe ont froidement abattu plusieurs de leurs officiers. Le palais royal avait même dépêché sur place des émissaires, et il semble qu'aucune mesure ne fut prise à l'encontre des coupables. Bien plus, il s'est « arrangé » pour faire connaître les péripéties de cet incident dans tout le Maroc ! De même, au mois de septembre 1979, et pour une histoire presqu'identique, un sous-officier, actuellement détenu à Kénitra a abattu de sang froid quatre officiers à la garnison principale de Bou-Craa, centre phosphatier du Sahara Occidental.

Mais le levier fulgurant de cette guerre psychologique, réside dans le fait que le palais royal encourage en sous-main les trafics en tous genres organisés à partir des îles Canaries par certains officiers marocains de haut rang présents au Sahara, sur la côte atlantique notamment. Or, ces trafics constituent une composante fondamentale de la stratégie de la guerre psycho-

logique visant le discrédit, la division, la démoralisation et la décomposition des forces armées marocaines. Et un des officiers de haut rang détaché au Sahara Occidental, n'a-t-il pas été surnommé par ses collègues et les hommes de troupe le *colonel électroménager*, qui écoule vers le nord du pays des marchandises et articles en tous genres par cargaisons entières d'avions gros-porteurs Hercules C-130 ; voitures Mercédès, frigidaire, glacières, machines à laver, téléviseurs, radios, chaînes, etc. Et qui dit trafics, dit nécessairement corruption, en tant qu'un des leviers essentiels de la pratique gouvernementale du régime depuis 1956. Mais concernant les officiers et d'une façon générale l'encadrement de l'armée, cette corruption encouragée et organisée par le palais royal vise, d'une part à les discréditer aux yeux des hommes de troupe et de l'opinion, et d'autre part à les « river » progressivement (sur la base de leurs intérêts objectifs) à la monarchie alaouite.

Pendant que le complot « saharien » se développe dans toutes ses composantes depuis des années, tous les observateurs ont constaté la détérioration accélérée des situations alimentaire¹¹ et sanitaires des masses marocaines. Ainsi, sur le plan sanitaire par exemple il y eut dix-sept morts par choléra, pendant le seul mois d'août 1979 dans la ville de Nador. Des décès similaires sont signalés, depuis des mois sur tout le territoire du pays. Pourtant, le régime ne prend aucune mesure, impose un mutisme complet sur cette épidémie, et se préoccupe surtout que son existence ne soit pas connue à l'étranger.

11. Nous rappelons au lecteur que 20 % seulement de la population marocaine se partagent 80 % du revenu national, et que réciproquement 80 % de la population marocaine se partagent 20 % du revenu national. Les données de cet énorme déséquilibre se détériorent chaque année aux dépens des masses populaires. C'est pour cela d'ailleurs que la société marocaine connaît actuellement un véritable processus « d'indianisation » à tous les niveaux.

II. — LA LOURDE RESPONSABILITÉ DES DIRIGEANTS ALGÉRIENS DEVANT L'HISTOIRE

Il est évident, comme nous l'avons signalé dans l'étude publiée en mai 1979, que le complot « saharien » n'aurait jamais pu se concrétiser sans la « collaboration » et la « collusion » objectives et actives d'Alger, précipité dans le piège (mis sur pied par Rabat) par un très haut dignitaire algérien qui joua le rôle d'un véritable cheval de Troie du régime marocain au sein de la classe dirigeante algérienne. Celle-ci, s'étant finalement aperçue de l'ampleur de la conjuration, chercha et cherche encore malheureusement à trouver une raison pour persister dans une aventure insensée, qui a coûté au peuple algérien, de 1974 à 1978 entre douze et quatorze milliards de dollars. Ces ressources énormes gaspillées en pure perte, sont équivalentes à 60 % ou 70 % du montant global des investissements effectués par l'Algérie de 1967 à 1977, et évalués à plus de quatre-vingts milliards de dinars, soit vingt milliards de dollars environ¹². Et pour masquer le fait d'avoir été le jouet de la machination imaginée par le palais royal marocain, ainsi que pour donner le change à sa fuite en avant et à ce gaspillage énorme de ressources, la classe dirigeante algérienne de vouloir se faire « rembourser » en voulant encore acquérir des territoires vers le Sud-Ouest. Et tout cela est développé derrière l'épouvantail et le mot d'ordre fallacieux de l'autodétermination d'une population de cinquante mille personnes (c'est-à-dire l'équivalent de la population de la ville algérienne de Médéa !)

12. Sur le montant des investissements effectués par l'Algérie, et sur leur ventilation depuis 1967 ; se reporter à Pierre Judet : « L'économie algérienne et la logique de l'indépendance », *le Monde diplomatique*, février 1979, p. 12.

Le gaspillage de douze à quatorze milliards de dollars pour financer le complot « saharien », revient à priver l'Algérie du triple au quadruple du montant total de ses rentes pétrolières de l'année 1977, montant ayant atteint plus de quinze milliards de dinars.

Sur ces rentes pétrolières, *cf.*, du même auteur un important article sur l'Algérie : « La stratégie d'industrialisation, un refus et un défi », *le Monde* du 2 novembre 1979, p. 22.

qu'elle croit pouvoir transformer (avec l'aide, sinon la concurrence du régime libyen) en « peuple », à coups de dizaines de milliards de dinars ! Aussi, du côté d'Alger et de ceux qui de par le monde soutiennent sa politique insensée, veut-on créer un nouvel « émirat ». Un de plus, ajouté à la longue liste d'entités ridicules que l'Angleterre, par amour pour la nation arabe et pour son pétrole lui a léguées comme héritage empoisonné tout le long de la côte occidentale du Golfe : Koweït, Bahrein, Qatar, Abou Dhabi, Dubaï, Ajman, Om El-Qawain, Ras El-Kheima, Ach-Chariqa, Foujeirat !

Il est d'ailleurs à noter que Madrid, Paris et Washington ne croyant plus en l'avenir de la monarchie alaouite après les deux coups d'Etat manqués de 1971 et 1972, et craignant alors l'accession au Maroc d'un pouvoir patriotique, voulaient de même, jusqu'en novembre 1975 (c'est-à-dire jusqu'à la mort de Franco) créer un « émirat » au Sahara Occidental. En effet, pour ces capitales, un Maroc recouvrant sa souveraineté sur ses territoires du Sud, et gouverné éventuellement par un pouvoir patriotique deviendra, de leur point de vue trop puissant, sur les plans politique et économique pour ses voisins africains du Sud, réduits par l'impérialisme à l'état de sous-préfectures. Il est, en effet, une constante dans l'action de sape impérialiste visant le Maroc, et consistant en l'aménagement de « verrous » et de « zones-tampon » dans ses zones méridionales afin, d'après les stratégies impérialistes et ceux qui servent directement ou indirectement leurs visées, de « contenir l'irréductible marocain ». Celui-ci risqué, selon eux de mettre en danger l'édifice mis en place par l'impérialisme, au sud du fleuve Sénégal.

On peut donc dire que feu le président Boumédiène, constamment préoccupé naguère d'avoir un régime faible à Tunis et un autre régime non moins faible à Rabat, a été (sans nier de nombreux aspects très positifs de son action) au niveau du Maghreb l'exécutant le plus efficace des desseins et des visées de l'impérialisme, de 1972 à 1978. D'ailleurs, il importe de signaler ici que le président Boumédiène et son équipe ne visaient nullement la chute de la monarchie moyenâgeuse de Rabat. Ils poursuivaient de l'affaiblir suffisamment pour la contraindre à « négocier » aux conditions d'Alger.

Tous les indices et tous les développements survenus au Maghreb, depuis la disparition du président Boumédiène nous

permettent d'affirmer que cette politique à courte vue et insensée ne semble pas avoir changé¹³. Or, l'objectif stratégique et constant poursuivi au Maghreb par l'impérialisme, est de creuser un gouffre de haine entre les peuples algérien et marocain (qui n'en forment en fait qu'un seul) pour faire barrage au processus unitaire maghrébin. On mesure ainsi la lourde responsabilité assumée devant l'histoire par Alger qui, par delà les clameurs et la démagogie sur ce que les organes de propagande algériens appellent *le Maghreb des peuples*, agit plutôt, en tant que véritable fossoyeur de l'unité maghrébine.

La classe dirigeante algérienne parle ainsi du « Maghreb des peuples », en ignorant, en méprisant la voix du peuple marocain et en exécutant le complot « saharien » tramé contre lui par la bourgeoisie marocaine et ses partis politiques, par le régime alaouite ainsi que par l'impérialisme. Elle développe ainsi, depuis des années une démagogie incessante au sujet du soi-disant « Maghreb des peuples », tout en étant responsable d'une façon fulgurante du gaspillage énorme de ressources, dont les peuples algérien et marocain ont un besoin vital pour vaincre la faim, la maladie et l'ignorance.

Ainsi, le financement du complot « saharien » a coûté aux deux peuples, de 1974 à 1978 près de trente milliards de dollars, soit près de cent vingt milliards de dinars et le même montant en dirhams ! Et en utilisant les données chiffrées produites par l'ONU en 1978, concernant les dépenses militaires et leurs équivalents en infrastructures de base, on aboutit aux faits significatifs suivants que ces trente milliards de dollars auraient permis¹⁴ :

- de mettre en œuvre toutes les infrastructures pour scolariser l'ensemble de la population scolarisable dans les deux pays ;

13. Il ressort, en effet de l'interview accordée par le président Chadli Bendjedid au journal *le Monde* du 2 novembre 1979, que les dirigeants algériens ne semblent guère disposés à renoncer à cette politique insensée, et à la création d'un « émirat » au Sahara Occidental. Les mêmes arguments sont développés par le président algérien, dans l'interview qu'il avait accordée auparavant à l'hebdomadaire arabe paraissant à Paris, *Al-Watan Al-Arabi*, n° 139, du 11 au 17 octobre 1979.

14. Cf. la revue *Frères des Hommes* de mai 1979, p. 36, qui reproduit une partie de ces données chiffrées.

- de financer l'expansion et l'équipement de leurs infrastructures universitaires ;
- d'équiper, sur le plan sanitaire toutes les villes et les villages algériens et marocains ;
- de procéder à l'électrification totale de l'Algérie et du Maroc ;
- de compléter et d'améliorer le réseau routier des deux pays ;
- d'aménager une base industrielle rationnelle et décentralisée, édifée dans le sens des intérêts véritables des masses algériennes et marocaines ;
- de jeter les bases du remembrement urbain dans les deux pays, pour remédier à l'héritage colonial empoisonné en la matière ;
- de mettre en œuvre un réseau de télécommunications dans l'ensemble des régions du territoire du Maroc et de l'Algérie ;
- de réinsérer au Maroc et en Algérie tous les immigrés marocains et algériens se trouvant actuellement en Europe, où ils vivent dans des conditions douloureuses et iniques.

En ce qui concerne l'Algérie plus particulièrement, on découvre seulement depuis quelques années, que « son agriculture est un échec »¹⁵. Aussi, les douze ou quatorze milliards de dollars « investis » en pure perte dans le complot « saharien » auraient-ils permis de redresser d'une façon radicale sa situation catastrophique. Négligée, à la suite de choix économiques erronés en 1966¹⁶, l'agriculture algérienne ne nourrit actuellement que le quart de la population du pays, sans que la base industrielle mise en œuvre à grands frais, depuis près de quinze ans soit viable économiquement parlant. En effet, l'écrasante majorité des unités industrielles ne fonctionnent qu'à 40 % de leur capacité de production, et produisent de

15. Noël Darbroz, « l'Algérie de la remise en ordre », *la Croix* du 24 octobre 1979.

16. Se reporter à l'article de Pierre Judet sur l'Algérie : « La stratégie d'industrialisation, un refus et un défi », *le Monde* du 2 novembre 1979, déjà cité.

Abdallah Khodja, naguère secrétaire d'Etat algérien au Plan affirmait même que « l'agriculture algérienne est un secteur marginal » !

surcroît des produits non compétitifs sur le marché mondial. D'ailleurs, d'après des données chiffrées résultant d'une étude de la FAO, l'agriculture algérienne fut caractérisée, de 1952 à 1969 par une grave régression de $-3,2\%$ ¹⁷, qui n'a pas été surmontée jusqu'à présent !

En ayant à l'esprit ces quelques données chiffrées, on ne peut que rester rêveur devant la démonstration de force du 1^{er} novembre 1979 à Alger, avec présentation et exhibition de toute la panoplie d'armes ultra-modernes inutiles pour la défense de l'Algérie. Bien plus, toute cette « quincallerie militaire » fut acquise, par une immobilisation de ressources qui auraient permis d'améliorer grandement le sort des masses algériennes¹⁸ qui, avec les masses marocaines connaissent et vivent un véritable processus « d'indianisation ». D'ailleurs, comme Alger ne vise nullement la chute de la monarchie moyenâgeuse des Alaouites, et que nous sommes certain que la classe dirigeante algérienne ne veut à aucun prix voir s'installer à Rabat (de même qu'à Tunis) un pouvoir patriotique, on ne peut que se demander si cette démonstration de force (qui est, de notre point de vue une véritable provocation) n'est pas destinée au peuple marocain. Et nous savons que celui-ci subit, avec le peuple algérien frère, tout le poids du complot « saharien », que la classe dirigeante algérienne exécute (avec actuellement la

17. Cf., l'article de Maurice Guernier, « Le "livre noir" du Tiers Monde », dans *le Monde* du 5 janvier 1972, où l'auteur rapporte un certain nombre de conclusions de cette étude de la FAO. Par comparaison avec le cas de l'agriculture algérienne, l'agriculture brésilienne n'a progressé, pendant la même période que de $+0,7\%$, celle de l'Argentine de $+0,3\%$, celle de l'Irak de $+0,2\%$, celle de l'Égypte de $+0,5\%$. Quant à l'agriculture tunisienne, elle a régressé, pendant la même période de $-2,4\%$, et celle du Maroc de $-0,5\%$. On peut mesurer ainsi, à l'examen de ces données chiffrées, les graves handicaps de l'agriculture algérienne.

18. Cf. *le Monde* du 3 novembre 1979 qui donne un compte rendu du défilé militaire à Alger le 1^{er} novembre, avec des indications sur les types d'armes présentés : Mig 21, 23 et 25 ; chars T. 72 ; vedettes lance-missiles ; véhicules blindés auto-tractionnés porteurs de batteries de missiles Sam.6, Sam.7, Sam.9 et Scud, etc.

Or, sur la base des données chiffrées produites par l'ONU en 1978, un chasseur bombardier ultra-moderne par exemple coûte au minimum 20 millions de dollars, ce qui équivaut à 40 000 pharmacies de village. De même un char type T. 72 coûte au minimum 800 000 dollars, c'est-à-dire ce qu'il faut pour équiper 1 040 classes primaires de trente élèves chacune.

concurrence du régime libyen) pour le compte des ennemis de nos deux peuples.

Cette provocation sert plutôt le développement et la reproduction du complot « saharien », et vient apporter de l'eau au moulin du régime de Rabat, et à celui des partis de la bourgeoisie qui le soutiennent.

Bien curieux moyens de construire le « Maghreb des peuples » qui, tel qu'il est mis en œuvre depuis des années du côté d'Alger, équivaut plutôt au « Maghreb de l'appauvrissement, de la faim, de la haine, des larmes, du sang et des cimetières » !

De l'attaque massive contre Tan-Tan au début de l'année 1979, aux attaques non moins massives contre Bir-Anzaran, Lebourate, Zag, Mahbès, Smara, etc., menées avec des moyens militaires considérables en hommes et en matériel, que seules la logistique et l'organisation de l'ANP peut assurer ; il apparaît dès lors clairement que la classe dirigeante algérienne s'est engagée dans une nouvelle phase de la guerre qu'elle mène contre les masses marocaines, aux côtés du régime marocain et de ses alliés internes et externes. Mais nous affirmons ici avec force, au grand dam des jugements définitifs des stratèges de tous bords, et malgré toute la « quincallerie militaire » présentée le 1^{er} novembre 1979 à Alger, qu'il existe une possibilité de solution militaire dissuasive radicale au Sahara Occidental.

Cette solution dissuasive est nécessairement dictée, entre autres, par la physionomie générale des lignes de communications, par l'implantation des bases logistiques et par la volonté sourde des masses marocaines d'en finir avec le régime alaouite, et de voir Alger revenir enfin à la raison et de renoncer à ses divagations chauvines et dangereuses. D'autant plus dangereuses et néfastes que sa collusion dans le complot « saharien » a déjà coûté la vie à des milliers de fils de la paysannerie marocaine (et parmi eux de très nombreux patriotes authentiques), et hypothèque gravement l'avenir commun du peuple algéro-marocain. D'autant plus dangereuses et néfastes de même, qu'Alger, avec la concurrence de Tripoli, mobilise, arme et encadre, certes des Sahraouis réfugiés en Algérie et originaires du Sahara Occidental, mais aussi et surtout ceux du Sud-algérien, du sud-ouest de la Libye, du nord du Mali du Niger et enfin de Mauritanie. C'est donc une vaste zone géopolitique qui se trouve ainsi être mise à contribution, où les habitants ont de

grandes similitudes ethniques, et appartenaient souvent aux mêmes tribus, dont les circuits de subsistance s'étendent des deux côtés des frontières des Etats précités, et que la faim endémique (en raison de la sécheresse qui sévit au Sahel, depuis plusieurs années) pousse à devenir de la chair à canon, au service d'une politique et de desseins insensés.

Il est évident pour nous, que l'essentiel n'est pas de rester éternellement à discuter et à maintenir la discorde et la désunion sur la marocanité ou l'algérianité de telle ou telle portion de territoire. Comme l'objectif stratégique est la création de conditions favorables pour développer et approfondir les processus unitaires maghrébin et arabe, tout obstacle supplémentaire suscité et érigé ça et là, constitue un frein majeur à cette dynamique de l'unité. Celle-ci, dans le monde actuel des hégémonies et des rapports de force planétaires, continentaux et régionaux, et ayant pour leviers la violence et l'agression, est seule à même de garantir, non seulement la souveraineté mais aussi et surtout la survie.

Il est d'ailleurs à noter que le complot « saharien » se situe au cœur même de la problématique de l'unité du Maghreb. Et ce n'est pas un hasard si des centres de puissance, ceux-là mêmes qui vivent comme une hantise et un cauchemar les aspirations intenses des Arabes à l'unité ne cessent d'intervenir directement ou indirectement afin d'approfondir encore plus le processus de développement du complot « saharien », dans le but de semer la discorde, la haine, et la désunion¹⁹. Aussi,

19. Nous ne citerons ici que deux cas d'intervention directe de l'impérialisme dans le développement du complot « saharien », et qui ne sont évidemment pas connus des opinions publiques marocaine, algérienne, arabe et internationale :

1) L'appareil Hercules C-130 qui a parachuté un chargement entier d'armes, au sud du cap Sigli en Algérie, le 10 décembre 1978, décolla certes de la base aérienne de Kénitra (à 30 km au nord de Rabat), mais il se ravitailla en kérosène dans une base aéronavale du sud de l'Europe avant de foncer sur la Kabylie ;

2) Toute l'organisation des transports de populations marocaines impliquées dans ce qu'on appelle « la Marche Verte » déclenchée le 6 novembre 1975, fut assurée par un état-major de techniciens des chemins de fer de l'Allemagne de l'Ouest.

D'ailleurs, il est à noter que la brigade antitank allemande, appelée pompeusement le G1-G9, est devenue une école de formation de groupes de tueurs professionnels marocains pour le compte du régime de Rabat. Elle lui fournit de même des « techniciens et des conseillers » pour ses écoles du crime.

① le port de Toulon sur la côte française, sur la méditerranée

peut-on affirmer qu'un grand nombre de leviers de la conjuration « saharienne », sont tenus et manipulés par l'impérialisme. Et les pseudo-missions de bons offices entreprises, depuis des années par tels ou tels centres de puissance, ne sont, en fait qu'un camouflage destiné à voiler leur action de sape contre les masses maghrébines.

Ainsi, face à ces menées et au regard de l'objectif stratégique que constitue l'unité du Maghreb, l'entêtement d'Alger de vouloir créer une sorte de « Monaco saharien » de cinquante mille habitants, devant relever nécessairement de sa mouvance, représente un des obstacles fulgurants sur le chemin du processus unitaire, dont le recul actuel incombe en premier lieu à la classe dirigeante algérienne. D'où sa lourde responsabilité devant l'histoire.

Par delà des faits historiques indéniables, affirmer la marocanité du Sahara Occidental procède-t-il essentiellement, dans notre esprit du souci d'enrayer le danger de création d'un nouvel « émirat », en tant qu'obstacle majeur de la dynamique de l'unité et de l'intégration du Maghreb, seul à même de répondre efficacement aux défis d'aujourd'hui et de demain, face aux rapports de force et aux hégémonies de la violence et de l'agression.

Il est un autre aspect fondamental du complot « saharien », dont Alger porte de même la responsabilité devant l'histoire, c'est le fait que cette conjuration vise à donner un coup d'arrêt à la montée du processus révolutionnaire au Maroc, et à tenter d'isoler les patriotes marocains ayant parfaitement saisi les tenants et les aboutissants de ce complot. Mais, malgré le fait que les deux principaux leviers de la pratique gouvernementale du régime marocain, sont la violence et la vengeance, de même malgré sa volonté permanente de camoufler [afin de les évacuer²⁰] les problèmes véritables du pays, et enfin mal-

20. Pour voiler les problèmes cruciaux et explosifs se posant au Maroc, le palais royal utilise, depuis 1972 une recette bien connue maintenant. Elle consiste à maintenir en permanence le peuple marocain sur la brèche, en lui annonçant de temps à autre des « nouvelles » dans un grand fracas de propagande, avec parfois des phases de dramatisation. Cette « technique » fut amplement éprouvée dans le développement du complot « saharien ». Mais dès que les services psychologiques du régime commencent à enregistrer une lassitude du peuple marocain de l'affaire saharienne, il est relancé, par exemple par l'affaire des

gré la collusion active d'Alger dans le complot « saharien » : ce processus sortira, bien au contraire renforcé. La crédibilité du régime de Rabat subit une érosion continue. La bourgeoisie et ses partis qui le soutiennent dans la mise en œuvre du complot « saharien », commencent à s'interroger, quant à la capacité du régime de pouvoir garantir et sauvegarder dans l'avenir leurs intérêts. Et ayant retenu les enseignements des développements de la révolution iranienne, de larges composantes de la bourgeoisie marocaine commencent à s'aménager des positions de repli, au Maroc et à l'étranger pour parer à toute éventualité. Ainsi, au Maroc même, parallèlement à la possession de somptueuses villas des quartiers résidentiels des grands centres urbains (dont certaines d'un montant de plusieurs dizaines de millions de francs), des achats « d'appartements de substitution » sont effectués, depuis plus d'un an dans les grands immeubles des centres-villes, afin de les utiliser éventuellement comme refuges provisoires²¹. De même, en Europe de nombreux achats immobiliers sont effectués, avec parallèlement des

« énormes réserves pétrolières » contenues dans les schistes bitumineux de Timadhit ou de Tarfaya (lancée solennellement dans le discours du trône du 3 mars 1974), ou par l'affaire des réserves pétrolières de la région de Taza, lancée avec grand bruit, sur les plans national et international pendant l'été 1978. L'envoi de troupes marocaines au Zaïre en 1977 et 1978, au profit de l'impérialisme procéda des mêmes préoccupations. La dernière trouvaille du régime marocain est l'opération militaire baptisée « Ohoud », montée comme un « western à l'américaine », et à laquelle sont de même conviés (comme pour « la Marche Verte en novembre 1975) les représentants de la presse mondiale. Or, ce « cinéma » consistait à faire chevaucher des mois durant au Sahara Occidental une division mécanisée de six mille hommes, n'aura probablement aucun impact militaire, comme l'a d'ailleurs noté la presse étrangère. Les objectifs visés sont donc le « spectacle et le Western militaires », qui coûtent les yeux de la tête au peuple marocain. Rappelons ici que selon les indications fournies par le souverain marocain lui-même, le « Western 1978 » au Zaïre a coûté aux masses marocaines 60 millions de dollars. Ainsi pour le palais royal, la diversion permanente tient lieu de politique, qui ruine et détruit le pays dans ses forces vives et ses ressources.

21. Il est à noter, que lors du premier coup d'Etat militaire manqué du 10 juillet 1971, un grand nombre de riches villas des quartiers résidentiels des grandes villes marocaines, furent évacuées en catastrophe par leurs propriétaires, qui se réfugièrent (pendant les jours où le sort de la monarchie ne tenait qu'à un fil), soit dans les centres des villes, soit chez leur personnel de maison ! De même, ils troquèrent leurs grosses voitures (Mercedes, BMW, etc) contre des voitures beaucoup plus modestes et moins « visibles » : 2 CV, Renault 4 L, etc i...

transferts massifs de fonds²². Cette fuite de capitaux s'était d'ailleurs accélérée, après le premier coup d'Etat manqué de juillet 1971. Et dans ce sens, depuis deux ans un processus à l'iranienne caractérise les « préparatifs » de repli des couches de la bourgeoisie marocaines les plus compromises avec le régime en place.

Il apparaît clairement que les effets néfastes du complot « saharien », sur les plans humain, économique et politique, joints aux transferts fabuleux de ressources vers l'étranger effectués par les classes dirigeantes de plus en plus gagnées par le doute, laisseront (comme pour l'Iran), lors de la disparition du régime marocain actuel, un pays complètement ruiné à tous les niveaux de la vie nationale.

De cela aussi, les dirigeants algériens portent une lourde responsabilité devant l'histoire. Nous prenons à témoin les opinions publiques algérienne, marocaine et arabe pour lancer un appel solennel aux dirigeants algériens qu'ils renoncent à leur politique insensée, dangereuse et destructrice, similaire à celle que l'Angleterre avait appliquée au siècle dernier, avec le succès que l'on connaît au Moyen-Orient arabe, mettant en place tout un ensemble de « confettis territoriaux » le long du golfe arabo-persique. Et c'est dans la mesure où les dirigeants algériens décident de renoncer à leur politique de la terre brûlée, menée de concert avec le palais royal, la bourgeoisie marocaine et l'impérialisme contre nos masses que l'action de redressement et de reconstruction nationale (menée dans des conditions combien difficiles) des patriotes marocains pourra avoir un impact décisif. D'ailleurs, nous disons de même avec sérénité, aux maîtres actuels du palais royal marocain, de partir et de se retirer tant qu'il y a encore pour eux un peu de lumière,

22. Rappelons, en ce qui concerne l'Iran que la presse avait évalué à cinquante mille ou soixante-quinze mille le nombre de familles, ayant quitté le pays vers les Etats-Unis et l'Europe, avant la chute du régime des Pahlavi. Elles procédèrent à des transferts colossaux difficiles à évaluer. Ainsi par exemple, pendant les seuls mois d'octobre et de novembre 1978, deux milliards quatre cents millions de dollars furent transférés à l'étranger. Cf. sur ce point, *le Monde* du 18 janvier 1979. Quant au montant global des placements que le souverain déchu a effectués en Europe et aux Etats-Unis, il s'élève, selon les estimations à plus de dix-huit milliards de dollars ! Cf., sur ce point, *le Monde* du 17 novembre 1979.

car la nuit arrive à grands bonds. En effet, selon Lénine « on peut tromper un peuple, une fois, deux fois, mais on ne peut le tromper éternellement. Il n'y a pas d'alternative, d'autant plus que l'ère des patriotes et des masses populaires s'approche inexorablement. » Et il y a longtemps que le peuple marocain attend l'avènement des temps nouveaux.

De même, la classe dirigeante algérienne n'a pas le choix, ou elle continue de s'entêter dans la voie insensée qu'elle a choisie (contre la volonté de la quasi-totalité des masses algériennes), et on aboutit à coup sûr à la tragédie pour le peuple algéro-marocain, pour le Maghreb et la nation arabe, au grand contentement et au profit des forces de la violence et de l'agression qui complotent inlassablement dans l'ombre contre la souveraineté et la liberté des peuples. Ou elle renonce à son « aventure saharienne » et opte pour l'avenir, celui de la reconstruction, de la construction, de la réconciliation, de l'union et de l'unité.

L'union et l'unité, tels sont les deux mots d'ordre clefs qui doivent, à notre sens, hanter tout patriote algérien, marocain, maghrébin et arabe, du fait qu'ils procèdent du sentiment profond de vivre pour un même dessein, ayant pour phare et gouvernail un même destin.

Abdallah BAROUDI.

Novembre 1979.